

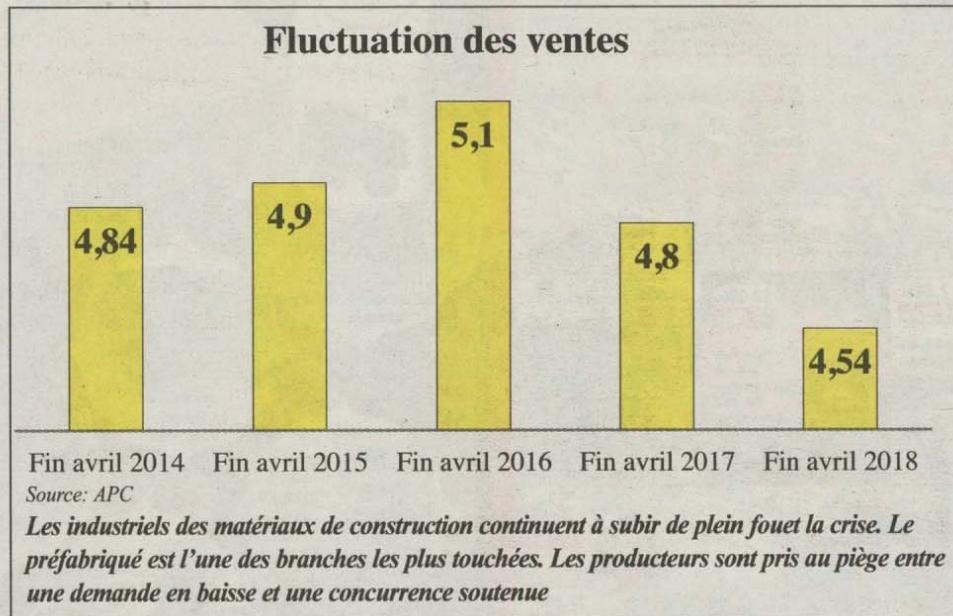
2018, une année définitivement compromise!

• Les professionnels n'ont aucune visibilité

• Les ventes au plus bas niveau depuis 5 ans

PAS de relance en perspective pour le marché cimentier au cours de cette année. «2018 est fortement compromise. La tendance est toujours dans un cycle baissier et les professionnels n'ont aucune visibilité», confie Mohamed Chaibi, président de l'Association professionnelle des cimentiers (APC).

Cette crise qui dure depuis plusieurs années impacte sérieusement le secteur du bâtiment et des travaux publics. Malgré les chantiers d'infrastructures en cours, le marché cimentier a encaissé une autre baisse en avril dernier. Selon les chiffres de l'APC, les ventes se sont repliées de 1,74% en avril cumulant un volume de 1,23 million de tonnes. C'est le plus bas niveau enregistré durant le quatrième mois de l'année depuis



2014. A fin avril, le cumul des ventes a régressé de 5,57% s'établissant à 4,54 millions de tonnes contre 4,8 millions un an auparavant. Désormais, cette contre-performance est le niveau le plus bas enregistré depuis 5 ans. Ce repli du marché est attribué à l'effet des intempéries et des pluies enregistrées durant le mois d'avril. S'y ajoute

la baisse des chantiers immobiliers surtout dans l'auto-construction qui représente 60% de l'habitat. Les professionnels manquent de visibilité car le secteur n'arrive toujours pas à décoller. Le ministre de tutelle planche actuellement sur un plan de sauvetage dont les premières mesures ne sont attendues que vers la fin de 2018. De même, l'écosystème

«Construction et logement», en cours de discussions entre les deux ministères (Habitat et Industrie), n'impactera pas le secteur en 2018. «Les effets sont attendus sur le long terme», avance Mohamed Chaibi. Et pour cause, il faudra plus de temps pour la mise en place de cet écosystème une fois validé et la négociation des contrats de performance.

En attendant, les investissements dans le secteur sont en veilleuse, compte tenu de la conjoncture. «Les chantiers qui sont lancés marquent le pas car le marché ne pourra pas absorber les productions additionnelles», souligne un opérateur. C'est le cas d'ailleurs de l'usine Atlantic Ciment de Settat (Anouar Invest) qui n'est pas encore opérationnelle. Le planning initial de réalisation de ce projet, dont le montant d'investissement est de 3 milliards de DH, prévoyait une mise en service dès janvier 2018. Notons également que les retards de paiement enfoncent davantage le clou. Dans le secteur des BTP, le rallongement des délais peut atteindre jusqu'à 264 jours en moyenne, selon les dernières estimations d'Attijariwafa bank. □

Nadia DREF